

la liberté et les intérêts de l'Union sont également menacés, le temps sera venu pour le gouvernement de prévenir le peuple et de prier le parlement de s'intéresser au problème européen. Mais ce moment n'est pas encore arrivé.

Ceci correspond tout à fait à la déclaration que le premier ministre a faite cet après-midi, au sujet des autres dominions.

Le très hon. MACKENZIE KING: Quelle est la source de cette déclaration?

L'hon. M. MANION: Je suis tout à fait sûr que c'est la déclaration officielle du parlement de l'Afrique du Sud. Je ne puis dire d'où elle m'est venue, car je ne tiens pas à dévoiler le nom de la personne qui me l'a remise. Mais c'est une déclaration publique, une déclaration absolument officielle faite par le gouvernement de l'Afrique du Sud au parlement de ce pays, dans la semaine du 20 au 27 mars. Elle a paru dans les journaux, je crois.

M. MARTIN: Dans le *New York Times* de dimanche dernier.

L'hon. M. MANION: Cela confirme ce que j'ai dit. Je tiens à citer, à ce sujet, un autre passage très intéressant. Il s'agit d'une observation contenue à la page 543 du livre *The Constitution of Canada*, par W. P. M. Kennedy:

Non seulement le Canada est-il une fédération, mais il est à cet égard, des plus délicatement équilibré; et il est bon, dans le monde extraordinaire où nous vivons, de faire preuve du sens pratique si cher aux Grecs, pour nous rappeler que cette situation délicate existe; qu'en définitive la politique étrangère est le prolongement de la politique intérieure; que la terrible décision finale en cas de guerre ne se prête pas à la simple opposition des partis en présence; et que la divergence d'opinions peut être très prononcée, sans qu'il y ait lieu de recourir aux épithètes "déloyal" et "traître".

Cette remarque est très juste. Pour maintenir l'unité au sein de notre dominion, nous devons bien nous rendre compte des faits que j'ai exposés, et tolérer les opinions de ceux qui ne pensent pas comme nous. Sur la question de participation à la guerre, il existe au Canada, à l'heure actuelle, deux opinions tout à fait opposées. Il y a d'abord le point de vue extrémiste qui veut que nous mettions sans dire un mot, jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier dollar à la disposition de la Grande-Bretagne, chaque fois qu'elle fait la guerre. Ce point de vue se trouve ainsi exprimé de façon très nette, et je crois l'exposer assez bien. A l'autre extrême, on prétend que nous ne devrions participer à aucune guerre si nous ne subissons pas d'attaques directes.

Voilà deux opinions diamétralement opposées, que je crois avoir exposées correctement: la première demande de participer à la guerre

[L'hon. M. Manion.]

jusqu'à notre dernier dollar et notre dernier homme. C'est ce que j'appelle, sans vouloir blesser personne, le point de vue ultra-britannique, un point de vue plus britannique que celui de la Grande-Bretagne elle-même. Les tenants de cette doctrine invoquent, avec raison, la valeur de notre union à l'Empire, le fait que la Grande-Bretagne est maintenant en mesure de protéger nos routes commerciales et nos rivages; qu'en un mot, ainsi que le disait ici même l'an dernier le ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie), nous devons nous reposer sur la Grande-Bretagne du soin de notre défense. Puis l'autre opinion demande de ne participer à aucune guerre si nous ne sommes pas directement attaqués. Les tenants de cette théorie invoquent que l'Océan interpose 3,000 milles entre nous et l'Europe et une distance plus considérable contre toute menace du côté du Pacifique; que les Etats-Unis nous aideraient; que nous avons perdu 60,000 hommes durant la dernière guerre, sans compter nos nombreux blessés et invalides; que nous avons assumé de lourdes dettes et des obligations considérables du chef des pensions; que s'est évanoui l'idéal d'une "guerre destinée à sauver la démocratie" et à "mettre fin aux guerres"; que nous avons la tâche de mettre en valeur la moitié d'un continent et que nous devrions désirer d'accomplir cette tâche en paix, ainsi que le disait cet après-midi le premier ministre à propos d'une autre question. Par conséquent, affirment ces gens, nous devrions éviter toute participation aux guerres de la Grande-Bretagne. Cependant, que je sache, ils désirent tous rester dans l'Empire.

Je tiens à affirmer que je déteste la guerre autant qu'eux, autant même que tout homme ou toute femme en ce grand Dominion. Personne ne saurait la détester plus que moi. Mais, monsieur l'Orateur, j'ai le sens des réalités. Je crois en l'Empire. Je crois en sa civilisation. J'ai foi en sa faculté de reconnaître les diverses races ou croyances qui le composent. J'ai foi en ses libertés, parlementaires ou individuelles. Je crois en ses traditions et ses institutions. Je l'affirme, monsieur l'Orateur, tant que nous ferons partie de cet empire, les ennemis de la Grande-Bretagne nous considéreront comme étant en guerre contre eux et nous attaqueront, et ainsi que je l'ai déjà dit moi-même et que d'autres l'ont déclaré, ce sera l'ennemi qui décidera de toute la question.

Tenant compte de tous ces faits, et me rappelant les opinions bien tranchées qui se manifestent de part et d'autre, j'entrevois un grave danger pour le Dominion à moins que l'on n'adopte une politique représentant un compromis équitable. Il me semble que s'obstiner dans l'une ou l'autre de ces théo-